

Vendredi 28 novembre 2003

GRAND DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

**COLLEGE Marc BLOCH
23220 BONNAT**

Le conseil d'administration de l'établissement, réuni le 10 novembre 2003 a choisi de retenir pour le Grand Débat les questions 5 ; 12 et 17.

PREAMBULE :

- Les participants au débat regrettent tous que la date limite pour la tenue des réunions en Creuse soit aussi proche. Ce délai imposé départementalement le 19 novembre pour le 28 novembre n'a pas permis une communication correcte à l'ensemble de la population (les participants n'ont eu connaissance de la date retenue que 15 jours à l'avance, ce qui a provoqué la relative désaffection que nous constatons : 20 personnes seulement !).
- Certains participants regrettent également que ce vaste sujet ne soit traité qu'en une seule réunion, ce qui semble soit un peu insuffisant, soit démontrer le caractère artificiel de ce grand débat dont les conclusions seraient décidées par avance. D'autres répondent que si plusieurs dates avaient été proposées, ils ne seraient venus qu'une seule fois.
- Un participant souligne que l'organisation d'un tel débat nie l'existence même des structures existantes (C.D.E.N. ; C.A.P.D. ; ...) et s'interroge sur le traitement de la masse colossale d'informations qui remontera de ce Grand Débat National.

QUESTION N° 5

Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Un participant témoigne de sa perte de confiance dans le système éducatif en faisant le constat des lacunes des élèves sortant du primaire (ex : tables de multiplication, orthographe). Il propose un recentrage des apprentissages sur les matières fondamentales.

Le débat s'axe donc sur la définition des savoirs à acquérir et des compétences à maîtriser ainsi que sur leur mise en œuvre.

Quatre propositions émergent des débats :

1. Veiller à maintenir un équilibre dans les programmes entre les matières dites fondamentales et celles dites « de l'éveil physique et sensoriel ».
2. Définir nationalement les programmes en termes de priorités qui seront indispensables aux futurs citoyens (ainsi l'orthographe n'apparaît plus comme indispensable mais la méthodologie est insuffisamment prise en compte).
3. Donner aux enseignants les moyens humains pour mener à bien leurs missions.
4. Redonner une valeur éducative aux parents en les associant plus étroitement aux missions de l'école.

QUESTION N° 12

Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Les participants sont unanimes pour faire remarquer que la communication de l'Education Nationale est beaucoup trop technique et ne semble destinée qu'à des initiés. Ainsi les documents nationaux relatifs au Grand Débat sur l'Ecole sont beaucoup trop complexes pour être appréhendés et analysés par le grand public...

Les propositions convergent vers une nécessité de communiquer plus et mieux avec les partenaires de l'Ecole, afin de partager la mission éducative :

1. Augmenter le nombre de réunions entre les familles et les enseignants afin de tenir un discours homogène aux enfants.
2. Favoriser l'intervention de partenaires extérieurs pour donner plus de sens à l'éducation. (goût du travail, revalorisation des métiers manuels, revalorisation du métier d'enseignant)
3. Rendre le discours de l'Education Nationale moins technique mais suffisamment précis sur les objectifs afin de remporter l'adhésion des familles. (documents d'évaluation moins denses)
4. Aider les parents à partager ces objectifs en leur donnant l'envie et les moyens de participer activement aux projets éducatifs de leurs enfants.

QUESTION N° 17

Comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'Ecole ?

1- Rythme scolaire hebdomadaire

Le rythme hebdomadaire est le premier point abordé dans la discussion. Le temps de travail, y compris les devoirs dans la semaine, apparaît trop important dans le second degré où il dépasse les 35 heures. De plus si on ajoute à ce volume le temps de transport et le temps des activités péri- et extrascolaires, on obtient un résultat générant de la fatigue qui semble expliquer deux facteurs constatés :

- la fatigabilité des enfants (manque de vigilance, d'attention, de rigueur, de volonté)
- le phénomène de « zapping » des activités scolaires ou de loisirs qui sont amorcées mais non poursuivies.

2- Rythme annuel

Le rythme de 7 semaines de travail et de 2 semaines de repos apparaît comme facteur d'équilibre et de réussite pour les élèves. Malheureusement la pression économique des « marchands de soleil et de neige » qui souhaitent disposer des familles sur de plus longues périodes est mieux prise en compte que les besoins réels des enfants, ce qui entraîne des déséquilibres dans les calendriers scolaires annuels.

Les participants pensent que la redéfinition des programmes en termes de priorités provoquera un allègement du temps global d'enseignement tout en permettant une prise en compte des différences des élèves.

3- Bien-être des enfants

Un participant évoque la difficulté d'assurer ce bien-être au collège où une pression sociale importante pèse sur les adolescents (ex : nécessité d'avoir un « petit ami » pour exister). Tous les participants déplorent la diminution des moyens humains chargés d'assurer ce bien-être des élèves. Ainsi pour notre collège, ce sont les postes de psychologue, d'infirmier, d'assistante sociale, de surveillants et d'aide éducateur qui font défaut. Même si l'existence d'un redéploiement national des moyens est compris, tous regrettent que le milieu rural ne soit pas pris en compte.

Le bien-être des élèves dépend donc pour nous de la volonté politique nationale.

Les participants regrettent en la matière un manque de ligne directrice claire qui permettrait de connaître ce que l'état veut effectivement apporter aux enfants.

Les participants s'opposent enfin à toute tentative de régionalisation de l'éducation qui entraînerait des disparités (financières, sociales et morales) et souhaitent la sauvegarde d'un service public de qualité.

En conclusion, tous appellent de leurs vœux un système national d'éducation efficace qui se fixe des objectifs en phase avec la société et qui permette d'assurer, au travers de moyens étoffés et d'une large communication de qualité avec les partenaires éducatifs extérieurs, la réussite scolaire et le bien-être de tous les enfants dans le respect des valeurs laïques et républicaines.

UN SYSTEME NATIONAL, EFFICACE, LAIQUE ET REPUBLICAIN.

UNE COMMUNICATION ACCRUE ET RENFORCEE AVEC LES PARTENAIRES.

DES MOYENS NATIONAUX REAFFIRMES.